

Infrastructures portuaires/Inauguration du port d'Olam Gabon

Un terminal de référence



Le président Ali Bongo Ondimba coupant le ruban symbolique lors de l'inauguration du nouveau port d'Owendo.



Une vue des installations du nouveau port d'Owendo.

W.N.
Libreville/Gabon

Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a présidé, le 14 octobre 2017 la cérémonie d'inauguration

du nouveau port international d'Owendo. Ce nouveau terminal de référence en Afrique centrale devrait faire du Gabon le hub portuaire de la sous-région. Située à 18 km au sud de

Libreville, et opérationnelle depuis juin 2017, la plate-forme portuaire du New Owendo international port (NOIP) a une capacité de 3 millions de tonnes par an. Construit en 18 mois pour un total

de 181 milliards de F.CFA, le NOIP est le fruit d'un partenariat public-privé entre l'Etat - « un État stratège », a souligné Ali Bongo Ondimba -, Olam international et Africa finance corporation.

Ce nouveau port de commerce ergonomique permettra d'accroître la capacité portuaire, d'accélérer les trafics et d'augmenter la compétitivité du Gabon pour les activités d'import-export.

Diamant

Le Gabon adhère au processus de Kimberley

IMB
Libreville/Gabon

APRÈS deux années de travail acharné, le Gabon est parvenu, finalement, le 14 décembre 2017, à obtenir son adhésion au processus de Kimberley (PK), à Brisbane en Aus-

tralie, en qualité de membre participant. Rappelons que l'origine du processus de Kimberley remonte à mai 2000, date à laquelle les pays producteurs de diamants d'Afrique australe se sont réunis à Kimberley, en Afrique du Sud, pour débattre des moyens à déployer pour mettre un

terme au commerce des « diamants de la guerre », et veiller à ce que le commerce de cette pierre précieuse ne finance pas les activités des mouvements rebelles et leurs alliés visant à déstabiliser des gouvernements légitimes. Le PK, ouvert à tous les pays qui acceptent d'appliquer et de respecter

ses procédures, compte, depuis novembre 2012, 54 participants, soit 81 pays, l'Union européenne et ses États membres comptant comme un seul participant (environ 99,8 % de la production mondiale de diamants bruts). Notons que, jusqu'à présent, les indices de diamants

particulièrement répertoriés au Gabon dans les zones de Mitzic, Makongonjo, Nzenzele, Waka et Makokou. Plus précisément dans le nord, et le sud-est du pays, où l'exploitation se fait encore de manière artisanale, sans réel contrôle de l'Etat.

Pour lutter contre l'évasion des recettes douanières

Lancement de l'opération Aigle-Douane

W.N.
Libreville/Gabon

AFIN de lutter contre les multiples cas de fraudes à l'origine d'énormes pertes en recettes douanières, le directeur général des Douanes et des Droits indirects, Raymond Okongo, a procédé, le 8 novembre 2017, au port d'Owendo, au lancement officiel de l'opération de lutte contre l'évasion des recettes

douanières dénommée "Aigle-Douane". En présence du directeur de cabinet du chef de l'Etat, Brice Lacruche Alihanga. Cette opération vise, entre autres, à optimiser les recettes douanières, soulager le panier de la ménagère et protéger les consommateurs des produits et trafics illicites en tous genres. Selon le commandant du service de renseignements douaniers, Aymar Okouma Koumbangoye,



lors du point de presse du 17 novembre 2017, « les résultats enregistrés par Aigle-Douane lors de la première semaine de son déploiement sont encourageants, avec une valeur totale des marchandises saisies estimée à plus de 1,31 milliard de francs CFA. »

Le directeur de cabinet du chef de l'Etat, Brice Lacruche Alihanga(g), a lancé l'opération Aigle-Douane.

Village écologique/Edock-City

La première cité écologique au Gabon

IMB
Libreville/Gabon

LA Première Dame, Sylvia Bongo Ondimba, a inauguré le 20 mai 2017, la première cité écologique du Gabon, baptisée "Edock-City". Ce projet pilote, appelé à s'étendre à travers le territoire national, compte dix chalets en bois, avec toutes les commodités (deux chambres, un salon, une salle à man-

ger, une cuisine, une douche, un WC, deux terrasses avant et arrière). Construits en seulement 12 mois, avec des essences de bois du Gabon par une entreprise de droit gabonais, Rain forest management (RFM), les chalets de la première cité écologique rurale du pays sont alimentés grâce à des panneaux solaires. Une première. Le marché d'approvisionnement en électricité a été confié à la



start-up gabonaise Solar Box Gabon. Avec son dispositif novateur, la jeune PME, créée en 2014 et spécialisée dans la fourniture des kits solaires, compte produire une énergie d'appoint en remplacement des groupes électrogènes, chers et polluants.

Une vue de la première cité écologique rurale de Viavé.

Brèves

Shell Gabon vend ses actifs terrestres

Après plusieurs mois d'attente, le gouvernement a officiellement entériné, le 29 septembre 2017, la cession des actifs terrestres de Shell Gabon à Assala Energy, une société d'investissement du groupe américain Carlyle. Coût de l'opération : 360 milliards de francs.

Afric-Aviation en faillite

Criblée de dettes et incapable de payer son personnel et ses fournisseurs, Afric-Aviation, première compagnie aérienne gabonaise de vols domestiques a annoncé, le 29 mai 2017, l'arrêt total de ses activités de fret et de desserte sur l'ensemble du territoire national, pour une durée maximum de 6 mois. Les raisons évoquées étaient, notamment, les difficultés financières découlant des retards de paiement des factures par certains de ses clients, du fait de la crise économique et financière généralisée ; les pertes financières découlant de l'immobilisation technique prolongée de l'ATR 72-212, et la résiliation inattendue des contrats de location des avions en exploitation.

La SNBG ferme boutique

En grande difficultés financières et sans débouchés pour ses produits, la Société nationale des bois du Gabon a décidé, en juillet-août 2017, de licencier ses 400 agents avec paiement intégral de leurs droits, assorti d'un bonus de 4 mois de salaires payés. La direction générale de l'entreprise justifie cette décision par l'ouverture de capital à un actionnaire très intéressé par les capacités industrielles de ses usines à l'arrêt depuis plusieurs mois. Pour appuyer cette reprise de capital par un actionnaire privé, l'Etat a également cédé une grande partie de ses parts détenus dans la SNBG, et dont elle est actionnaire à hauteur de 80 %.

Bouygues Énergie et Service file à l'anglaise

Engluée dans des difficultés d'ordre financier et incapable désormais de faire face à ses charges, l'entreprise Bouygues Énergie et Service a préféré mettre la clé sous le paillason et quitter définitivement notre pays. La surprenante décision a été annoncée le 3 octobre 2017 aux employés, depuis Paris par visioconférence, par le directeur général de la filiale du groupe au Gabon.